

Les résultats sont donc tombés hier peu après 20 heures.

Au niveau national, les listes de gauche récoltent 54,3% des voix contre 36,1% aux listes de la majorité présidentielle, et une participation à 51%.

Dans beaucoup de régions intéressées par une triangulaire, le FN dépasse les 20%.

En Rhône-Alpes, la liste Queyranne arrive en tête avec 50,8% (100 sièges), devant la liste Grossetête (34% pour 40 sièges) et la liste Gollnisch (15,2% pour 17 sièges), avec un taux d'abstention de 50,48% (contre 56,82% au 1er tour).

En Isère, la liste de gauche recueille 55,97% (22 sièges), la liste de l'UMP 29,52% (7 sièges), la liste FN 14,51% (3 sièges) avec un participation de 49,3%.

Plus localement, la 6ème circonscription présente des scores plus honorables, malgré une participation malheureusement trop basse de 46,4%. La liste Queyranne obtient 45,8% des voix contre 31,74% pour la liste Grossetête et 22,45% pour la liste Gollnisch.

Bien entendu, l'impression première est un résultat donnant la gauche vainqueur de ce scrutin.

Il faut savoir accepter la voix des urnes, aussi difficile soit elle. Il ne faut pas se cacher derrière une posture de façade laissant entendre qu'il n'y a pas de score sévère.

Pour autant, les interprétations allant bon train hier soir sur les plateaux de télévision, il est hasardeux de tenir des propos binaires et manichéens.

A entendre Benoît Hamon ou Martine Aubry reporter la responsabilité de ces scores sur le Président de la République et son gouvernement, allant jusqu'à demander, voire ordonner, l'arrêt complet des réformes, c'est non seulement utiliser une manœuvre politicienne justifiant un matraquage sans réflexion approfondie des motivations des électeurs, mais aussi vouloir condamner la France à un immobilisme dangereux en cette période difficile.

Il est délicat de sonder l'esprit des électeurs pour connaître ce qui les a amené à porter leur choix sur telle liste ou telle autre.

Quelle est la part de vote d'adhésion à un projet purement régional? Ou bien était-ce une motivation d'ordre national? Quelle est la prédominance de l'une ou de l'autre?

Je me permettrai alors une double lecture pouvant balayer l'ensemble des réflexions électorales et politiques.

Au niveau régional tout d'abord, on peut considérer un mode de scrutin et des compétences de l'institution encore trop obscurs pour mobiliser et faciliter le choix d'un programme impactant pourtant de façon importante le quotidien. Il sera nécessaire d'en tenir largement compte dans la simplification et la réforme des institutions.

Au delà de cela, le choix a été fait pour 4 ans par les Rhône-Alpins. Donc acte.

Mais je me réserve le droit d'émettre quelques inquiétudes quant aux possibilités d'action et au manque de visibilité de la majorité sortante. Dès hier soir, les avis divergents entre le PS et Europe Ecologie se faisaient entendre sur nombre de dossiers, divergences jusqu'alors passées sous silence pour ne pas effrayer l'électeur:

Qu'advient-il des aides à l'industrie des nanos dont les verts ne veulent pas entendre parler?

Comment sera conduit le dossier Center Parc de Roybon qui pourrait tout de même être pourvoyeur d'un nombre important d'emploi?

Comment accorderont-ils leurs violons sur le sujet de la gare TGV de Montélimar, le PS la souhaitant, les verts étant opposés puisque « c'est un gain de temps trop faible pour trop peu d'usagers, des notables qui vont faire des affaires à Paris ou à Bruxelles »? Ils préfèrent peut être laisser encore les usagers à l'écart et certains prendre leur véhicule pour se rendre en gare d'Avignon ou de Valence.

Sans oublier, les questions autoroutières qui restent, qu'on le veuille ou non, des sujets importants pour des zones peu desservies. Il n'y a que peu d'illusion à se faire sur l'A51 qui a été enterrée en 2004 lors du dernier scrutin, malgré l'engagement ferme de l'État et sur les finances et sur le tracé, et qui du fait de la pression des alliés verts, ne verra probablement pas le jour.

A titre plus intéressé encore, je demanderai directement à Monsieur Queyranne ses intentions concernant le train-tram Lyon-Crémieu dont il est venu se servir pour faire campagne. Va-t-il s'engager de façon plus importante sous la pression de ses alliés de circonstance ou laisser le projet en jachère après avoir feint de s'en préoccuper?

Revenant sur le rapport de force sur le département, je noterai, sans occulter cette défaite, que l'UMP ne perd « que » 3,9 points, laissés peut être dans l'abstention bien moins importante en 2004, et 3,6 points par rapport à 1998, alors que le FN obtient quasiment le même score qu'en 2004 sur l'Isère.

Au niveau national maintenant, il est possible de tirer de multiples conclusions, plus ou moins hâtives et ciblées, de ces résultats.

A contrario des opposants politiques, vainqueurs d'un soir, exultant et se sentant investis d'un pouvoir quasi-divin, il serait aléatoire d'exiger et d'interpréter ce que l'on souhaite voir dans un scrutin local. Les sondages d'opinions de ce jour montre, s'il le fallait, que ce n'est pas une sommation à l'égard du Président de la République de stopper tout net les réformes engagées et promises, bien au contraire.

Élu pour 5 ans sur un programme pour mener à bien un objectif, le Président et son gouvernement doivent éviter l'écueil de l'immobilisme et continuer à se battre pour rénover le pays.

Il ne faudrait pas dénaturer le but d'une élection locale en voulant à tout crin en faire un plébiscite pour ou contre. Tout comme vouloir dénaturer le Conseil régional comme un contre pouvoir, utilisation des plus perfides du mandat donné par les électeurs.

Il n'en demeure pas moins qu'un message est passé à travers le suffrage d'hier et il est indispensable d'ajuster l'action en fonction des attentes qui peuvent s'exprimer.

J'entends par là que les réformes nécessaires et essentielles pour une sortie de crise efficace et un meilleur fonctionnement de nos institutions doivent être menées à bien, quitte à soulager le législateur et l'opinion publique des réformes pouvant être considérées comme secondaires.

Le parlementaire que je suis dois aussi prendre sa part de l'exercice en faisant preuve d'une plus grande communication, d'une plus grande pédagogie et d'une plus grande clarté quant à l'objectif et la mise en œuvre de ces actions.

Enfin, et à titre de précision subsidiaire, il est préférable de rappeler ici aux gagnants du jour qu'ils peuvent être les perdants de demain.

La vie démocratique se vit ainsi. Un scrutin de mi-mandat est toujours sanctionnateur à l'endroit de l'exécutif en fonction. C'est sûrement le prix de l'action.

Pour rappel, rien ne vaut de se replonger dans les résultats des dernières élections régionales pour confirmer cela: en 1986, c'est un raz de marée bleu dans une France dirigée par F. Mitterrand, doublé par une cohabitation issue des urnes le même jour, en

1992 même sanction pour la majorité socialiste en charge de la gouvernance de l'État, et même en 1998, alors que la cohabitation Chirac-Jospin se met en place, on assiste à un équilibre dans la répartition des régions, comme si le partage des pouvoirs au sommet de l'État se reflétait au niveau régional.

Pour ma part, je renouvelle tout mon soutien et toute ma confiance au Président et à son Gouvernement dans sa volonté d'agir pour le bien de la France et des français.